

*Prière d'afficher et de diffuser*

**DÉFINITION DE MANDAT CONSEILLER.ÈRE JURIDIQUE VOLONTAIRE - LITIGE STRATÉGIQUE**

---

<b>Poste :</b>	Conseiller.ère juridique volontaire
<b>Pays d'affectation :</b>	Mali (Bamako)
<b>Durée :</b>	6 mois
<b>Date de début :</b>	Juillet 2024
<b>Langue de travail :</b>	Français
<b>Condition :</b>	Les mandats sont de nature volontaire. Tous les frais liés à l'affectation (nourriture, logement, assurances, billets d'avion) sont couverts par le programme.  Le mandat est non accompagné.  Les volontaires doivent participer à des séances de formation et préparation pré-départ.

---

**Avocats sans frontières Canada (ASFC)**

ASFC est une organisation non gouvernementale de coopération internationale dont la mission est de contribuer à la mise en œuvre des droits humains des personnes en situation de vulnérabilité, par le renforcement de l'accès à la justice et à la représentation juridique.

**Contexte**

ASFC est présentement à la recherche d'un.e conseiller.ère juridique volontaire pour son projet au Mali, «Justice et Paix » (JUPAX).

Le projet JUPAX est mis en œuvre par ASFC et financé par Affaires mondiales Canada (AMC). Ce projet vise à ce que les femmes, filles et autres personnes en situation de vulnérabilité fassent de leurs droits humains une réalité dans une perspective d'égalité des genres, de transformation des relations de pouvoirs, de réconciliation et de paix au Mali.

Dans le cadre de ce projet, ASFC est à la recherche d'un.e volontaire afin d'appuyer l'équipe d'ASFC au Mali par le biais de différentes tâches juridiques.

**Sécurité et mesures sanitaires**

La sécurité des volontaires et des autres collaborateur.trices est au cœur des préoccupations d'ASFC et de ses partenaires. Des mesures et protocoles de sécurité sont appliqués pour le personnel local, les expatrié.e.s, les volontaires et le personnel en mission court terme.

Les candidat.e.s sélectionné.e.s sont formé.e.s en matière de sécurité et doivent s'engager à respecter les mesures et protocoles, dont les politiques institutionnelles et les mesures sanitaires en lien avec la pandémie. Les activités n'étant entreprises que s'il existe des garanties suffisantes et que les conditions s'y prêtent, ASFC peut reporter ou annuler le déploiement de volontaires sélectionné.e.s, notamment pour des motifs liés à la sécurité ou à la situation sanitaire.

### **Description du poste**

Le/la conseiller.ère juridique volontaire est appelé.e à réaliser une diversité de tâches juridiques liées aux droits humains au sein du bureau ASFC Mali. Alors que certain.e.s volontaires contribuent particulièrement à la documentation, à l'analyse de problématiques de droits humains et à la rédaction de rapports thématiques, d'autres participent à la préparation de propositions de réformes législatives, analysent la jurisprudence ou sont impliqué.e.s dans des dossiers de litige stratégique menés devant des tribunaux nationaux ou instances internationales.

Concrètement, sous l'autorité du Directeur pays et du Responsable thématique services juridiques et lutte contre l'impunité et en étroite collaboration avec l'équipe d'ASFC à Québec, le/la coopérante.e volontaire est appelé.e à réaliser les tâches suivantes :

- Appuyer les organisations de la société civile (OSC) identifiées dans le développement de dossiers de litige stratégique. En particulier, il/elle pourra :
  - Participer à l'organisation d'activités de renforcement des capacités des OSC accompagnant les victimes impliquées dans les dossiers de litige stratégique ;
  - Effectuer des recherches juridiques afin de soutenir le travail des OSC sur des dossiers sélectionnés de litige stratégique ;
  - Appuyer les OSC dans le développement de stratégies juridiques, judiciaires et de plaidoyer des dossiers sélectionnés ;
  - Élaborer des outils méthodologiques visant à appuyer le travail des OSC accompagnant les victimes impliquées dans ces dossiers ;
  - Dresser et mettre à jour un tableau d'information et de suivi des dossiers contenus dans la base de données.
- Participer au rapportage détaillé ainsi qu'au suivi et évaluation des activités mises en œuvre ;
- Contribuer à la systématisation des leçons apprises et la production de documents de capitalisation du projet JUPAX.

Et, de manière générale, effectuer toute autre tâche connexe, utile ou nécessaire à la demande de l'organisation.

### **Qualifications**

- Formation universitaire en droit ;
- Excellente maîtrise du français parlé et écrit ;
- Connaissances en matière de droit pénal international et/ou de droits humains et/ou de justice transitionnelle ;
- Expérience professionnelle et/ou académique en violences basées sur le genre et en égalité des genres ;
- Connaissances du système africain et onusien de protection des droits humains ;
- Intérêt pour la promotion et la défense des droits humains et pour le renforcement des acteurs et actrices de la société civile ;
- Aptitudes pour la rédaction et la recherche juridique ;

- Capacité à intégrer rapidement les concepts de droit interne pour les harmoniser avec les connaissances en droit international ;
- Capacité à s'adapter à des situations et conditions de travail parfois difficiles (mesures de sécurité restrictives, ressources limitées, difficultés logistiques, travailler sous pression, etc.) ;
- Forte motivation associative, sens de la solidarité internationale, adhésion aux valeurs d'ASFC ;
- Capacité à travailler en équipe, entregent et intelligence interpersonnelle ;
- Capacité à s'intégrer à des dynamiques de travail variées ;
- Capacité à travailler en milieu multiculturel ;
- Compétences informatiques de base (Word, Excel, Outlook) ;
- Respect absolu de la confidentialité de l'information traitée au sein du projet.

### **Atouts**

- Maîtrise ou doctorat en droit ;
- Expérience préalable dans des fonctions similaires ;
- Expérience en gestion de projet et connaissance de la gestion axée sur les résultats ;
- Expérience auprès de communautés ou de groupes en situation de vulnérabilité ;
- Expérience de travail au Mali ou en Afrique de l'ouest ;
- Connaissances du contexte social, économique et juridique au Mali, en Afrique de l'ouest ou d'autres pays en développement ou en situation post-conflit.

### **Conditions d'admissibilité**

- Être couvert.e par le régime d'assurance santé de sa province ou par un régime privé;
- Être disponible pour participer à une formation pré-départ en juin 2023.

### **Processus de sélection**

Les candidat.e.s intéressé.e.s doivent présenter leur dossier de candidature (lettre de motivation et curriculum vitae) à [recrutement.pcv@asfcanada.ca](mailto:recrutement.pcv@asfcanada.ca) en indiquant dans l'objet «Mali - Conseiller.ère juridique volontaire – JUPAX – Litige stratégique» **au plus tard le 1er mai 2024 à 00h00.**

**Nous remercions tous.tes les candidat.e.s de leur intérêt. Toutefois, seules les personnes sélectionnées pour une entrevue seront contactées.**